

pas l'Ouest et ne s'en préoccupent pas. Ils étalent leur ignorance à la Chambre aujourd'hui.

* * *

LE PANAMA

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, si nous pouvions interrompre le débat sur le Programme énergétique national un instant, je voudrais poser ma question.

Je m'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans un rapport récent sur l'invasion américaine au Panama, la Commission de défense des droits de l'homme en Amérique centrale révèle qu'il ne s'agissait pas d'une opération ponctuelle comme les États-Unis ont voulu le faire croire.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il au courant de ce rapport? Sait-il que la commission y prétend, que dans certains cas, l'armée américaine a employé contre des civils sans défense des armes extrêmement perfectionnées récemment mises au point; que, en réalité, dix fois plus de civils ont été tués que les 220 signalés par les États-Unis; qu'on a faussé le calcul du nombre de victimes en brûlant les corps, en utilisant des fosses communes sans identification et en mettant les bureaux d'administration des hôpitaux sous le contrôle des militaires américains; que les droits de la personne ont été violés par les troupes américaines d'occupation et qu'une campagne de propagande bien orchestrée a été entreprise après l'invasion pour couvrir les actes de brutalité des Américains?

• (1140)

Ces accusations sérieuses sont portées par une commission des droits de la personne de bonne renommée. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il les étudier? S'il constate qu'il n'est pas en mesure de les réfuter, va-t-il reconsidérer l'appui du gouvernement à l'invasion américaine de Panama?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député fait partie de la Chambre depuis longtemps et il est d'habitude très respectueux des règles de courtoisie. Je sais qu'il tenait à faire connaître ses vues sur le rapport. S'il avait voulu une réponse de moi il m'en aurait parlé avant maintenant. Il ne m'en a rien dit au cours de la conversation que nous avons eue juste avant la période des questions.

Je vais, naturellement, prendre connaissance du rapport et je répondrai quand j'aurai eu le temps de l'exami-

Questions orales

ner. Le député sait que, lorsque je suis prévenu, j'essaie normalement de donner une réponse à la Chambre.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ce rapport circule depuis quelques jours. Je présumais que si, malgré les maigres ressources dont je dispose en tant que porte-parole de l'opposition, j'avais eu la possibilité de parcourir ce rapport, le ministère des Affaires extérieures avait également eu l'occasion d'en prendre connaissance. Je sais que le ministre est très occupé et je le crois sur parole lorsqu'il dit ne pas être au courant de ce rapport. Je l'ai signalé à son attention.

Je lui demande maintenant s'il jettera un coup d'oeil sur ce rapport. Si, après cela, il ne peut pas nier ces affirmations, ou s'il y découvre une certaine part de vérité, examinera-t-il l'appui du gouvernement canadien à cette invasion et donnera-t-il suite à ces révélations par l'entremise de l'Organisation des États américains, qui s'est également dite préoccupée par les mesures que les États-Unis ont prises au Panama?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député doit occuper une meilleure place que moi sur les listes d'adresses de la CIA. Je jetterai certainement un coup d'oeil sur ce rapport, et je prendrai les mesures qui s'imposent.

* * *

LES PÊCHES

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Son prédécesseur avait promis que les pêches expérimentales deviendraient permanentes dès que les pêcheurs se seraient assurés des marchés et que les stocks seraient jugés suffisants. C'est le cas de la pêche au crabe, à l'heure actuelle, dans les Maritimes. Les marchés sont établis et les stocks ont été jugés suffisants.

Par conséquent, le ministre peut-il nous dire quand il va prendre des mesures pour que cette pêche devienne permanente?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, j'ai certes l'intention d'examiner toute la situation des pêches sur la côte est. La permanence de la pêche au crabe constitue un enjeu important pour beaucoup de gens. Je prendrai toutes les mesures qui s'imposent pour que tout ce qui peut raisonnablement être fait soit fait.

Je ne prendrai aucune mesure qui risquerait de compromettre ce qui existe déjà. Contrairement à certains députés, je ne ferai rien qui suscite de faux espoirs dans la région canadienne de l'Atlantique.